

Démographie

Coucher pour son pays

En Belgique, comme dans la plupart des pays industrialisés, la population décroît et vieillit. Pour la rajeunir, certains États incitent au “sexe patriotique”. D’autres misent sur l’immigration... - Texte: Nicolas Sohy - →

Assurer sa descendance est-il devenu un devoir national? Les chiffres parlent d’eux-mêmes. À l’horizon 2035, selon le Centre de recherche en démographie de l’UCL, la population wallonne devrait croître de 8,3 %. D’après l’Institut bruxellois de statistiques et d’analyse (IBSA), la Région-Capitale comptera 101.000 habitants de plus d’ici 2025. Les projections démographiques du bureau d’étude de la Commission européenne tablent, elles, sur 525,5 millions d’Européens en 2050, contre 508,5 millions actuellement. Selon l’ONU, la population mondiale estimée aujourd’hui à 7,2 milliards d’individus devrait grimper à 8,1 milliards en 2025, 9,6 en 2050 et 10,9 milliards en 2100.

Après avoir quadruplé entre le 19^e et le 21^e siècle, l’évolution de la population a pourtant commencé à stagner à certains endroits du monde, comme en Chine dont le pic de 1,4 milliard d’habitants est annoncé en 2028, et en Inde dont le plafond de 1,75 milliard de personnes est prévu 40 ans plus tard. À cause d’un taux de natalité trop faible, certains pays voient même leur population décroître. C’est le cas du Japon qui perd 200.000 habitants par an depuis 2010, mais aussi de la Suède, du Danemark et de certains pays d’Europe de l’Est. Chez nous, cela pourrait bientôt être le cas. Le taux de natalité est en moyenne de 1,74 enfant par femme, alors que le seuil de remplacement des générations est fixé à 2,1 dans les pays occidentaux. Selon Thierry Eggerickx, docteur en démographie à l’UCL, ce déclin ne présage rien d’inquiétant en soi, si ce n’est peut-être pour le poids et l’influence des États sur la scène internationale. Pour le reste, si l’on est moins nombreux, il suffit d’adapter les productions, les services, les politiques d’emploi et de retraite, etc. à ce nouveau paradigme. Ce qui est davantage préoccupant, c’est le vieillissement de la population. En Belgique, 16,1 % des habitants ont plus de 67 ans alors que 20,3 % ont moins de 18 ans. En 2060, selon le Bureau du Plan, la part de la population plus âgée sera de 22,5 % pour une même proportion de jeunes et une part inférieure de travailleurs actifs (-6,5 %).

Cela n’est évidemment pas sans conséquences. Une population vieillissante coûte plus cher à la collectivité qu’une population jeune et active. C’est pourquoi le gouvernement Michel a choisi d’allonger l’âge de la pension à 67 ans. *“Même si cette mesure ne fait que retarder le problème du financement des retraites et ne le résout pas, commente Thierry Eggerickx. D’autant qu’il faut faire face à d’autres dépenses publiques, notamment liées au remboursement des frais de soins de santé, de handicap et de dépendance des personnes plus âgées.”* Il faudra également, continue-t-il, lutter contre la pénurie de logements. *“Les personnes âgées ne vivent souvent qu’à deux, en couple, ce qui rend les habitations disponibles moins nombreuses. On estime qu’en 2035, un logement sera en moyenne occupé par 2,26 habitants contre 2,31 aujourd’hui.”*

Pour parvenir à financer le coût induit par une population vieillissante, de nombreux pays ont lancé des politiques publiques incitant les citoyens à faire des enfants. La Chine a mis fin à sa politique de l’enfant unique en autorisant depuis l’an dernier un bébé supplémentaire par famille. Dans les faits, le taux de natalité moyen ne dépasse toujours pas 1,2 enfant par femme. À Shanghai, le maire encourage ainsi les représentants publics dans les plannings familiaux à inciter à la reproduction et pense sérieusement à lancer de nouvelles allocations pour les parents d’un second enfant. D’autres pays se montrent beaucoup plus créatifs.

Payés pour se câliner

Au Japon, l’État soutient le projet “Kirobo Mini” de Toyota, un robot qui aiderait les parents à ressentir l’instinct maternel ou paternel en imitant les gestes “attendrissants et malsadroits” des bébés afin de susciter une “connexion émotionnelle” avec son propriétaire. En Suède, une proposition de loi vise à autoriser les employés à prendre une pause “sexe” rémunérée pendant leurs heures de boulot. En Russie, la région d’Oulianovsk est allée jusqu’à instaurer un jour férié, le 12 septembre, baptisé “jour de conception”.

L'exemple le plus marquant de sexe patriotique vient du Danemark. Confronté à un taux de natalité de 1,67 enfant par femme, le pays mène une politique d'incitation à la reproduction depuis 2014. Il est depuis demandé aux professeurs d'éducation sexuelle de conseiller aux jeunes de ne pas attendre trop longtemps avant de concevoir leur premier enfant en les "sensibilisant davantage sur les questions de fertilité" et en "évaluant les connaissances et l'attitude des élèves par rapport à la parentalité". Le gouvernement a aussi ouvert des crèches aux horaires aménagés pour que les parents puissent "profiter" de leurs soirées sans être dérangés. Sans oublier la pub désormais célèbre "Do It For Denmark" de l'agence de

voyage Thomas Cook, via sa filiale Spies Travel et soutenue par le gouvernement, incitant les couples à "sauver le Danemark avec un séjour romantique à l'étranger". Et si à la fin de celui-ci, la future maman montre un test de grossesse positif, le couple reçoit toutes les fournitures (couches-culottes, etc.) dont le bébé a besoin pendant trois ans.

La Belgique n'a pas encore envisagé de lancer une telle politique de rajeunissement de sa population. Si aucune mesure n'est prise dans ce sens, on sera pourtant bientôt confronté à une "tempête démographique" difficilement gérable économiquement et socialement. Le sexe patriotique n'est toutefois pas la seule solution. Certains pays préfèrent ainsi profiter du boom démographique africain. C'est ce que fait l'Allemagne depuis 2013. Aujourd'hui, elle est même devenue la première destination d'immigration choisie (!) en Europe.

Sur le continent africain, en effet, chaque femme donne en moyenne naissance à 4,7 enfants, soit trois fois plus que dans le reste du monde. Sur le 1,2 milliard d'habitants en Afrique, la moitié a moins de 18 ans. Ce qui donne des projections alarmantes: à ce rythme, si rien n'est fait, on y comptera entre 4 et 6 milliards d'habitants en 2100. Le continent rencontre en fait ce que l'Occident a connu au siècle dernier lors de sa "transition démographique". Le taux de mortalité dans les pays africains est en train de baisser, grâce à un meilleur accès aux soins de santé et à l'éducation, notamment, mais le taux de natalité reste stable.

Ces pays doivent donc répondre urgemment à cette question: comment répartir les ressources disponibles entre un plus grand nombre d'habitants? *"Cela n'est pas un problème essentiellement africain. Si on ne trouve pas rapidement de solution, nous connaissons probablement, comme les Européens après la Seconde Guerre mondiale, un nouveau flux migratoire de personnes désireuses de trouver un job à l'étranger, termine le démographe. Autant voir cela comme une opportunité. La population africaine est jeune. Les migrants pourraient être la solution au déclin et au vieillissement de la population européenne." **

Les défis du boom africain

La vraie crise de l'immigration, c'est sur le continent noir qu'elle sévit.

Pour faire face au boom démographique, les États africains doivent trouver des ressources alimentaires supplémentaires et créer de nouveaux emplois. Au risque sinon de voir leurs jeunes, et autant de promesses d'avenir, migrer vers nos pays riches. Mais le continent noir connaît des difficultés à faire face à ces nouveaux défis pour des raisons financières et politiques. La coopération au développement des pays occidentaux est dans ce contexte essentielle, ne fût-ce que pour éviter une crise migratoire et humanitaire sans précédent. Le gouvernement belge en est conscient. Neuvième pays, proportionnellement, le plus généreux des 30 membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, la Belgique donne plus de 1,5 milliard d'euros chaque année afin de faciliter l'accès aux soins de santé, à l'enseignement, à l'agriculture et à la consolidation des autorités publiques et de la société civile dans les pays en voie de développement et principalement africains.